

N°15 | Année 2021

Les sciences sociales face à la pandémie, entre nouvelles et vieilles marginalités en Europe. Un regard croisé à travers les réalités italiennes

Dossier

L'invasion des "contamineurs" : l'impact du Covid-19 dans la rhétorique anti-migrants en Italie

Anna Elia, Valentina Fedele

Résumé

Français / English

L'essai s'attarde sur la narration anti-migrants dans le contexte de la pandémie de Covid-19, en particulier en Italie, à travers l'analyse d'articles publiés sur la version en ligne de deux journaux nationaux parmi les plus lus, entre février 2019 et mars 2021. Cette analyse tente de montrer l'impact, durant ce laps de temps, des pratiques liées à l'urgence sanitaire, notamment la distanciation sociale et le confinement, sur le processus d'altérisation des migrants. Ces derniers en particulier, mobiles à un moment où l'immobilité est générale, lorsqu'ils traversent les frontières, sont dépeints comme une menace physique, sanitaire mais aussi symbolique car ils ne s'adaptent pas aux valeurs présumées d'une société en crise. Cet essai s'intéresse ensuite de manière particulière aux titres associant coronavirus et migrations, et tente de mettre en évidence les articulations rhétoriques et les références discursives se rattachant plus ou moins aux précédentes rhétoriques anti-migrations.

The essay focuses on the anti-migrant narrative raised during the Covid-19 pandemic, with particular reference to the Italian experience. Articles from two of the most widely read on-line national newspapers are examined, between February 2019 and March 2021. The analysis aims to verify how health emergency practices relating to social distancing and lockdown have affected the discursive othering of migrants. The latter, in particular, being mobile, in a moment of general immobility, crossing borders, are narrated both as a physical threat - as a menace to collective health - but also as a symbolic one - as they are perceived as not adapting to the alleged values of a society in crisis. Particular attention is, then, paid to articles linking

coronavirus and migration, trying to highlight narrative articulations and possible discursive references to traditional anti-migrant rhetoric.

Entrées d'index

Mots clés : frontières, migrants, réfugié-es, discrimination, altérisation

Key words : borders, migrants, refugees, discrimination, alteratisation

Texte intégral

Introduction

Durant le confinement général décrété en Italie entre mars et juin 2020, une partie des pratiques mises en œuvre par les institutions et le secteur tertiaire, impliqués à différents égards dans l'accueil et l'intégration de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, concernait le développement d'activités destinées à la visibilisation positive de ces derniers sur le territoire. Des ateliers de production de masques en tissu ont été créés, devenant une pratique diffuse à laquelle participèrent les bénéficiaires des projets d'accueil. Rappelons également les actions soutenues par les associations migrantes grâce au travail bénévole destiné à soutenir les classes populaires les plus faibles, notamment à travers la distribution de denrées alimentaires aux personnes âgées. Ces pratiques, qui "démontrent" que les migrants participent à l'effort national de lutte contre le virus, en vue d'une reprise générale, se configurent, communicativement parlant, comme une contre-narration stratégique d'opposition aux rhétoriques publiques, notamment celles des partis populistes de droite, qui tendent à voir la pandémie comme une ultérieure occasion d'altérer migrants et réfugiés. La narration autour des migrants, susceptibles de représenter une menace physique et symbolique, renforce les politiques d'exclusion et sécuritaires. Déjà enracinée dans un contexte national, les épisodes terroristes internationaux, surtout au début des années 2000, et les conséquences de la crise migratoire de 2015-2016 l'ont exacerbée, pour enfin la décliner de manière particulière dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Face à une baisse d'intérêt médiatique pour la question des migrants (Ambrosini, 2020a), la pandémie et l'infodémie qui en ont découlé (Spina, 2020a) ont eu pour effet secondaire de renforcer une communication spécifique autour de l'exclusion et de la division (masques, distanciation sociale, bulle sociale) et l'utilisation d'un répertoire linguistique guerrier (invasion, guerre, ennemi invisible) relançant l'intérêt pour le concept de "frontière", individuel et collectif. Ce renforcement a eu une influence sur la rhétorique performative (van Dijk, 2001) d'exclusion des migrants cherchant à entrer en Italie de manière "irrégulière", déjà fortement exclusive après la crise migratoire de 2015. Cet essai se focalisera sur les éléments qui composent cette rhétorique, il tentera d'analyser le discours sur les migrants à travers les articles publiés à ce sujet par deux des journaux les plus lus de la presse nationale, *Repubblica* et *Il Corriere della Sera*, dans leur version en ligne, entre début 2019 et

début 2021. Plus précisément, cet article tentera d'affronter la question de la narration sécuritaire anti-migrants en Italie, tout en soulignant d'un côté son évolution, liée à l'évolution même de la pandémie, et de l'autre, comment cette dernière s'articule autour de l'urgence sanitaire, reprenant et remettant à jour certains thèmes centraux du discours sécuritaire national. Cet article se concentrera sur le discours autour des migrants tout en montrant les changements, à travers l'analyse d'une année de narration qui débute le lendemain où le gouvernement a proclamé l'état d'urgence lié à l'épidémie de coronavirus, l'objectif visé étant la mise en évidence des usages systématiques du discours à l'encontre des migrants en général et des migrants irréguliers en particulier, à travers, d'un côté, l'analyse des changements subis dans le temps, et de l'autre, l'observation des pratiques attachées à ce discours.

Contrôle de la pandémie et précarité sociale des migrants

La diffusion du Covid-19 et l'application de mesures extraordinaires de contrôle de la pandémie ont vu s'accroître la vulnérabilité des migrants, qu'ils soient réguliers, irréguliers, titulaires d'une protection internationale ou demandeurs d'asile, accueillis en Italie dans des structures d'accueil spécifiques. S'agissant des migrants régularisés, ces derniers vivent une situation de précarité juridique et économique due à la crise du marché du travail engendrée par l'urgence sanitaire ; alors que les mesures de confinement et de fermeture des frontières ont un impact sur les travailleurs migrants saisonniers car elles imposent des restrictions aux flux migratoires, au risque de compromettre les productions agricoles.¹ S'il s'agit là d'un scénario commun à de nombreux pays européens de destination, dans le cas de l'Italie et s'agissant de l'agriculture, les installations spontanées de travailleurs migrants irréguliers alimentent un important débat politique quant aux politiques de régularisation dans les secteurs de l'économie informelle, en particulier le secteur agricole, n'ayant été que partiellement fermé durant la pandémie, et dont les conditions de vie insalubres qu'il impose ainsi que l'exploitation de ses travailleurs, dénoncées par l'associationnisme migrant et les syndicats, ont également amené Bellanova, la ministre de l'Agriculture de l'époque, à proposer des actions destinées à favoriser l'émergence du travail agricole. Pour les migrants "régularisés", de nouvelles formes de précarité sociale et juridique apparaissent, dues à la durée d'attente quant au renouvellement des permis de séjour mais également à la précarisation des formes d'emplois, conséquence de la disparition de secteurs d'emplois autonomes, saisonniers, liés à l'économie souterraine, pour lesquels la main-d'œuvre migrante est plus fréquemment sollicitée (commerce ambulancier, assistance à la personne, aide à domicile, services hôteliers), et de l'absence de sécurité sociale (Ambrosini, 2020a).

En ce qui concerne les réfugiés, bien que ne pouvant saisir pleinement les conséquences effectives et les implications sociales, économiques, psychologiques à long terme de la gestion

¹ Oit, Misure per il lavoro stagionale dei migranti: Ripensare ai principi fondamentali e ai meccanismi alla luce del COVID-19 [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-rome/documents/publication/wcms_746222.pdf].

de l'urgence sanitaire, des études de cas soulignent l'impact de la pandémie sur leurs parcours d'accompagnement et d'intégration, ainsi que sur leur vie quotidienne et leurs espaces relationnels, déjà en soi limités (Elia et Fedele, 2020). L'urgence sanitaire, en effet, a un impact sur une situation déjà affectée par des mesures réglementaires qui excluent ceux qui n'ont pas encore obtenu de titre de protection internationale, à l'exception des mineurs non accompagnés et des sujets vulnérables, des parcours de protection et d'accompagnement dans les structures du Système d'Accueil et d'Intégration (SAI) du ministère de l'Intérieur (ex-SIPROIMI). Pour les personnes bénéficiant du système d'accueil temporaire dans les Centres d'Accueil extraordinaire (CAS), les demandeurs de protection internationale doivent effectivement attendre des mois avant que leur demande d'asile ne soit examinée. Il s'agit d'un système d'accueil d'urgence où même la tutelle du droit à la santé devient un problème, étant donné les conditions de promiscuité forcée entraînant un risque de contagion. Face à cette situation, de précédentes mesures législatives, en particulier la Loi 132/2018² – appelée Loi Salvini proposée par le ministre de l'Intérieur de l'époque – avaient eu de lourdes conséquences sur le second accueil, entraînant la fermeture progressive de structures d'accueil d'urgence temporaire comme les CAS, un contrôle sur l'évolution des flux migratoires ayant été instauré en contrepartie. Ajoutons à cela le ralentissement – voire la suspension – des activités des Commissions Territoriales au niveau européen³, ainsi que la suppression du permis de séjour pour motifs humanitaires, prévue par la Loi 132/2018 déjà citée, qui a rendu particulièrement précaire, d'un point de vue législatif, la situation des demandeurs d'asile, pour lesquels, parallèlement, les opportunités de formation et d'emploi se sont faites plus rares, alors que faisant partie du processus d'accompagnement qui, soudainement, a dû se limiter à l'assistance d'urgence⁴. Ajoutons à cela la suspension des cours d'alphabétisation, remplacés en partie seulement par une didactique en ligne, ce qui viole non seulement le droit à l'éducation des migrants et des réfugiés, mais aussi l'obligation d'apprentissage de la langue italienne, nécessaire à la signature de l'accord d'intégration et à l'obtention du permis de séjour.

Si la pandémie a eu un impact évident sur la précarisation de la vie des migrants d'un point de vue normatif et social, elle a eu également un effet particulier sur la narration publique du phénomène migratoire qui, suite à la crise des réfugiés de 2015 (Czymara et Schmidt-Catran, 2017), était déjà empreinte d'une forte connotation sécuritaire. En Italie, la représentation médiatique et la rhétorique politique vis-à-vis des migrations ont été utilisées comme une forme de justification à la mise en œuvre de lois et de politiques de consolidation d'un modèle d'intégration basé sur la ségrégation sociale des migrants, considérés comme étrangers à la société italienne et uniquement tolérés en tant que force de travail. En ce sens, la théorie de la

² Devenue loi après modification du décret-loi 4 octobre 2018, n. 113, concernant les dispositions urgentes en matière de protection internationale et d'immigration, de sécurité publique.

³ Cf., Rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Migration: Key Fundamental Rights Concerns. En Italie, le nombre de demandes d'asile examinées par la Commission Territoriale a en effet baissé et est passé de 3 997 à 1 115 entre février et mars 2020, le nombre de décisions prises de 7 040 à 2 875.

⁴Cf. Migranti, monitoraggio accoglienza: LasciateCIEntrare nei C.A.S. calabresi. Il report [<https://www.lasciatecientrare.it/category/report/page/2/>].

menace intégrée souligne l'importance de la *perception* d'un danger de la part d'un groupe, à travers le développement d'attitudes négatives à l'encontre d'un groupe externe, et identifie quatre facteurs : la menace réaliste, la menace symbolique, la peur du groupe et les stéréotypes négatifs (Stephan et Stephan, 1993 ; Gee, 1999). Une évolution récente de ce modèle – la théorie de la menace intergroupe – se focalise sur deux types importants de menace perçue : réaliste (matérielle) et symbolique (idéale) (Stephan et Renfro, 2002 ; Stephan *et al.*, 2009). La première concerne des individus qui *perçoivent* la présence d'une menace économique, physique ou politique, spécialement lorsque les ressources matérielles – travail, services, pouvoir, terre – font défaut ; la seconde concerne l'impression que les normes, les styles de vie, l'existence même, sont vécus comme un danger (Sears, 1996 ; Chong, 2000).

À cet égard, la crise migratoire de 2015 s'intègre dans un contexte spécifique et particulièrement favorable à la création d'une narration performative (van Dijk, 2001), orientée vers la construction de l'image du migrant représentant une menace physique et symbolique, et prévoyant par conséquent des pratiques d'exclusion de ce dernier : à la fin du dernier millénaire, et pour une grande partie de la population européenne, la crise économique a contribué à la pénurie de ressources liées à l'emploi et aux services ; la crise du multiculturalisme (Loftsdóttir, 2017 ; Kennedy-Macfoy et Lewis, 2014 ; Vacchiano, 2013) et de l'identité européenne ambivalente en tant que concept et projet (Ponzanesi, 2016) avaient particulièrement fragilisé l'idée de racines de la 'culture' européenne. Les attaques terroristes, attribuables à des groupes islamistes, avaient par la suite progressivement participé à la construction d'un imaginaire autour des migrants en général et des personnes ayant un passé migrant, les rendant effectivement inassimilables. Le discours public national dépeint de plus en plus les migrants comme déviants, parfois terroristes, comme représentant une menace physique à la sécurité des personnes et des biens, tandis que le spectre des différences culturelles confirmerait une possible substitution ethnique déterminée par de supposées "invasions" – bien que démenties par les chiffres (Ambrosini, 2020b) – devient un terrain de confrontation foulé par les partis appartenant à la droite populiste. Ce type de narration participe également de manière significative à la diabolisation des ONG engagées dans des opérations de sauvetage en Méditerranée, institutionnalisée par l'affaiblissement de la protection des droits fondamentaux comme conséquence de l'application de la Loi 132/2018⁵ déjà mentionnée.

⁵ Cf. Cancellaro F, 2019, L'Italia è sotto osservazione dell'ONU con riferimento alla criminalizzazione del soccorso in mare, alla politica dei porti chiusi ed al Decreto Immigrazione e sicurezza, Communication des "Rapporteurs Spéciaux" de l'ONU au Gouvernement italien (en ligne) [<https://archiviodpc.dirittopenaleuomo.org/d/6525-l-italia-e-sotto-osservazione-dell-onu-con-riferimento-alla-criminalizzazione-del-soccorso-in-mare>] [<https://archiviodpc.dirittopenaleuomo.org/d/6525-l-italia-e-sotto-osservazione-dell-onu-con-riferimento-alla-criminalizzazione-del-soccorso-in-mare>] ; cf. D'Ignoti S., « How coronavirus hits migrants and asylum seekers in Italy », The New Humanitarian, 16 March 2020 (en ligne) [<https://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/03/16/italy-coronavirus-migrants-asylum-seekers>].

L'impact de l'épidémie sur les récits concernant les migrants et les réfugiés

La production rhétorique, eu égard à la pandémie de Covid-19, s'inscrit dans ce contexte de manière spécifique : d'un côté elle montre la différente vulnérabilité des migrants, mais également des minorités ethniques les plus touchées dans les pays européens (Islam *et al.*, 2020; Papon et Robert-Bobée, 2020 ; Hall, 1986), de par leurs conditions structurelles et existentielles, les conséquences de l'épidémie ayant amplifié la perception du risque. Cette situation s'inscrit dans le cadre d'une crise particulière de l'autorité amorcée par la pandémie, qui a mis en discussion la capacité de gestion de la santé publique des gouvernements européens en général, minant la confiance envers les dirigeants, mais aussi vis-à-vis des formes de contrôle qu'ils ont mises en œuvre (Murji et Picker, 2021). Parallèlement, la pandémie, et l'infodémie qui en découle, a mis l'accent sur le concept de frontière, sur l'exclusion et l'inclusion dans le groupe, à travers l'utilisation d'une série de termes, aussi bien guerriers (invasion, ennemi silencieux, guerre, hôpital de campement, couvre-feu) que focalisés sur la séparation entre sujets et groupes (bulle sociale, distanciation sociale⁶, masque, quarantaine, mais aussi travailleurs essentiels et non essentiels), qui dans un contexte de crise de l'autorité, que ce soit au niveau européen ou pour chacun des États pris séparément, entraînent une augmentation de la méfiance envers l'autre en général (Spina, 2020a et b ; Pietrini, 2020), traçant à nouveau des frontières liées à la classe, au genre, à l'ethnie, à l'appartenance (Vergès, 2020).

La pandémie, comme le souligne Triandafillydou (2020), a renforcé la tendance au sécuritarisme des frontières et à un repli au sein de la souveraineté nationale, dans un effort de protection du groupe des inclus (les citoyens nationaux) face aux migrants et aux réfugiés, outsiders perçus comme une menace au bien-être national (Ambrosini, 2020a). Avec l'épidémie, les "frontières" deviennent donc plus visibles et moins perméables : régions, territoires et nations sont fermés, le "voyage", quelle qu'en soit sa déclinaison, devient synonyme de risque épidémiologique, les familles se resserrent, l'étranger devient un contamineur.

Cette emphase produit un effet paradoxal sur le plan de la narration et de la rhétorique publique : d'un côté, comme le souligne Ambrosini (2020a), l'intérêt suscité par l'urgence sanitaire et la peur de la contagion se sont emparés des médias, des réseaux sociaux et des conversations quotidiennes, détournant l'attention de l'invasion des migrants⁷. D'autre part, avoir mis l'accent sur l'étranger comme source possible de contagion, sur les frontières personnelles et collectives définies par les pratiques de contrôle de l'épidémie, ont ravivé une peur qui ne s'était qu'assoupie, celle du danger sanitaire que représentent les migrants, surtout les irréguliers, arrivés suite aux "débarquements" (manière dont les communications médiatiques définissent désormais communément les opérations de secours en mer), ou qui

⁶ Le terme de distanciation sociale avait en premier lieu été créé dans le cadre des mesures anti- raciales de 1919 à Chicago et n'est entré dans le jargon épidémiologique qu'en 2004 (Scherils, 2020).

⁷ Mis à part les cas de sinophobie, les insultes et les actes violents contre la communauté chinoise en Italie de plus en plus fréquents suite à la pandémie de Corononavirus (Cologna, 2020 ; Chan et Montt Strabucchi, 2020).

vivent dans des conditions de marginalité existentielle extrême. Cependant, comme le souligne Ambrosini (2020a), le risque sanitaire lié aux “débarquements” avait été rappelé à de nombreuses reprises, eu égard à des épidémies s’étant principalement diffusées sur le continent africain, de même que la procédure accompagnant les opérations de premier accueil et de première identification (masques et gants des intervenants, tentes spéciales pour l’assainissement) nous rappelle le risque de contagion.

Dans le cas de l’Italie et durant la première vague pandémique, Matteo Salvini est à la tête du ministère de l’Intérieur, il est la figure de proue de la Lega, parti de droite populiste qui prônait une gestion urgente et sécuritaire du phénomène des migrations, fondée sur la construction d’une invasion toujours aux aguets et des risques pouvant en découler (Sebastiani, 2017 ; Gallotti et Maneri, 1998), bien que les chiffres du ministère de l’Intérieur indiquaient, surtout après 2016, une baisse des arrivées et un relatif désencombrement de la route méditerranéenne⁸. La tutelle de la santé publique est donc rapidement devenue prétexte à fermeture des frontières nationales terrestres et maritimes. Ainsi, face à la diminution du nombre d’arrivées sur les côtes (241 contre 1 211 en février), le décret n. 150 du 17 avril 2020 suspend dès le mois de mars et jusqu’au 31 juillet 2020, la classification de *place of safety* pour les ports italiens en cas d’opérations de secours en dehors de l’aire Search and Rescue (SAR), alors que, s’agissant des opérations de secours menées par des unités navales nationales dans les aires SAR, l’Italie se doit de rechercher d’éventuels lieux d’accueil⁹. De ce point de vue, si la tendance mise en évidence par Triandafillydou (2020) se confirme également en Italie, c’est-à-dire un renforcement de la sécuritisation des frontières face à la pandémie de Covid-19, et donc de l’exclusion de l’étranger migrant et de la construction du mythe du danger qu’il représente, l’articulation narrative de cette dernière s’imprègne de nouvelles significations durant la pandémie et s’organise en fonction de l’évolution du nombre de personnes infectées par le Covid-19, mettant l’accent sur certains éléments en particulier, déclinant le langage de manière différente, afin de définir de manière plus spécifique les frontières internes et externes.

Méthodologie de la recherche

Cette analyse est fondée sur l’observation de la version en ligne de deux des journaux généralistes italiens les plus lus¹⁰ - *Corriere della Sera* et *La Repubblica* – de février 2019, un an avant la découverte du premier cas de coronavirus en Italie, à fin février 2021, mois au cours duquel sévit la troisième vague. L’objectif est de repérer certains usages systématiques du

⁸ Marrone A, 2019, Migranti: come l’Italia ha ridotto gli sbarchi dell’80% [<https://www.affarinternazionali.it/2019/01/migranti-italia-ridotto-sbarchi/>].

⁹ La mesure suit des tendances semblables dans toute l’aire méditerranéenne : avec la diffusion du virus, Malte et la Grèce ont déclaré que leurs ports n’étaient pas sûrs pour les sauvetages effectués dans leurs eaux territoriales, alors qu’en Espagne, les migrants sont confinés dans les Centros de Internamiento de Extranjeros (CIE) dans des zones de confinement (Meer et Villegas 2020).

¹⁰ Audipress 2020/III: nell’anno della pandemia continua a crescere la lettura in digitale [<http://audipress.it/dati-audipress-2020-iii-nellanno-della-pandemia-continua-crescere-la-lettura-digitale/>].

discours, en particulier vis-à-vis des migrants irréguliers, tout en soulignant d'un côté les changements dans le temps, et de l'autre, l'articulation des principaux thèmes du discours. Grâce à une plate-forme Open Source d'analyse spécifique des médias *mediacloud.org*, tous les titres se référant à "migrazion*" et "migrant*" ont été extraits, 2 071 titres au total, dont 604 pour l'année 2019 et 713 entre janvier 2020 et février 2021, ont été retenus après qu'aient été écartés les titres sans rapports avec les mots-clés ou parce qu'ils se référaient à des expositions, des films ou des satires ayant pour thème les migrations, ou des activités de coopération internationale sans rapport. Au total, le corpus est composé de 1 317 titres et textes analysables. L'analyse de l'année précédant la pandémie a été prise en compte pour mettre en évidence les thèmes principaux dominants dans la narration et en vérifier les changements éventuels au cours des années suivantes. L'approche méthodologique de base est celle de la *Critical Discourse Analysis* de Teun A. van Dijk (2001, 1993), un type de recherche analytique sur le discours, qui ne s'attarde plus autant sur les caractéristiques linguistiques et structurelles mais sur la manière dont l'inégalité et le pouvoir sont reproduits (ou contestés) dans le texte, dans un contexte social ou politique donné (Wodak, 2001). À cet égard, le langage n'a d'intérêt que s'agissant des rapports sociaux, et en particulier des relations de pouvoir mises en œuvre à travers le discours de l'information. En d'autres termes, pour la *Critical Discourse Analysis*, le concept de discours n'est pas uniquement lié à un texte dans une situation communicative déterminée, mais surtout au fait que ce texte puisse déterminer une conception particulière de la réalité d'où dérivent des dimensions performatives spécifiques (Fairclough, 1995). Se référant au cas italien en particulier, Wieviorka (1998) voit dans l'influence des médias sur la production idéologique du racisme une sorte de « prophétie auto-réalisatrice », car la simple énonciation d'un phénomène (l'invasion des immigrés délinquants) montre la réalité qu'il dénonce. Dans cette analyse, le racisme n'est pas seulement le produit « du travail général de la société sur elle-même », mais il est en partie le résultat d'une activité spécifique des moyens de communication qui, comme un « écho déformant », amplifie les peurs des italiens (Wieviorka 1998, p. 26). Selon van Dijk (2001), l'analyse se concentre surtout sur la définition du nous et du eux, des appartenances qui, en tant que telles, déterminent aussi bien les caractéristiques des deux pôles que des formes d'inclusion et d'exclusion discursive. Les titres des journaux, publiés avant et durant la pandémie, ont donc été classés en fonction des situations "attribuées" le plus fréquemment aux migrants, des catégories narratives et rhétoriques spécifiques ayant été trouvées grâce à la *keywords analysis*, à travers laquelle, en consultant une liste de fréquence extrapolée d'un corpus de référence plus large et général, il est possible de vérifier quels sont les mots caractérisant une série de textes. Ce même outil a été utilisé eu égard aux articles relatifs aux migrations après l'explosion de la pandémie, afin d'analyser l'articulation du discours par rapport à un thème spécifique. Plus précisément, 9 sous-mots-clés ont été utilisés : "débarquements" (y compris les interventions politiques et législatives à ce sujet) ; "ONG" (y compris les évolutions judiciaires liées à la gestion de l'arrivée de navires non gouvernementaux) ; "discriminations" (y compris les questions relatives aux conditions de vie et de travail des migrants, surtout irréguliers, employés dans le domaine de l'agriculture et les

des organismes internationaux et nationaux concernant les politiques discriminatoires) ; "traversées" (en référence aux entrées irrégulières depuis l'aire balkanique, mais aussi les tentatives de passage de la frontière italo-française et les fuites des centres d'accueil) ; "coronavirus" (y compris les pratiques de gestion liées à une possible urgence sanitaire suite aux "débarquements" – les navires de quarantaine – mais aussi des événements liés à l'épidémie et ayant eu lieu dans des centres de second accueil) ; "étranger" (y compris certaines interventions mises en œuvre par l'Union européenne et visant directement ou indirectement l'Italie, mais aussi des questions concernant la gestion des migrations dans des pays européens et extra-européens dont la Libye) ; "racisme" (déclarations et pratiques) ; "inclusion" (soutenir les narrations et développer les pratiques d'intégration des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile dans le tissu national) ; "criminalité" (y compris les accusations de terrorisme). Nous nous sommes particulièrement intéressés aux titres qui, en 2020 et jusqu'en février 2021, associaient le coronavirus et les migrations, tout en tentant de mettre en évidence les articulations rhétoriques et les références discursives plus ou moins liées aux précédentes rhétoriques anti-migrations.

La rhétorique de l'invasion des contamineurs

Comme le souligne Ambrosini (2020a), l'intérêt pour le thème des migrations décroît suite à l'explosion de la pandémie de Covid-19 : en ce qui concerne les chiffres absolus, le thème est traité de manière identique aussi bien en 2019 qu'entre janvier 2020 et février 2021, (respectivement 604 et 713 titres), l'association de mots-clés extraits des articles et de sous-mots-clés a été particulièrement utile pour comprendre la différence d'évolution. En 2019, la plupart des narrations se réfère à des questions internes, alors que seules 17% d'entre elles concernent la catégorie "étranger" qui, durant les mois de la pandémie, atteint 26%¹¹.

L'attention accordée aux problèmes internes se polarise principalement autour de la question des "débarquements" et des opérations de secours des ONG, le tout représentant 49% des articles. Cet intérêt médiatique prend corps à travers une série d'initiatives judiciaires ou administratives contre tous ceux qui tenteraient d'effectuer des opérations de secours en Méditerranée centrale, accusés de commettre un "délit de solidarité" (Wihtol de Wenden, 2020 ; Bontempelli, 2017, Rivera, 2017). Suite à une campagne de criminalisation progressivement lancée par la direction de Frontex qui, dans un rapport "confidentiel" publié le 15 décembre 2016 par le *Financial Times*, accusait les ONG d'agir de concert avec les trafiquants, et par là même, de participer à l'augmentation des départs, donc aux massacres en Méditerranée (Rivera, 2017). Afin de contrôler le travail des ONG, Marco Minniti, alors ministre de l'Intérieur, introduit un Code de Conduite prévoyant la présence de la police judiciaire sur les navires humanitaires et la collaboration des ONG voulant participer aux opérations de secours en mer

¹¹ La plupart concerne la route des Balkans, vers l'Italie, et la situation désespérée du camp de Moria, mais aussi et de manière significative, les critiques quant à la gestion des arrivées par la mer soulevées par Malte en Méditerranée et par l'Espagne s'agissant de la route atlantique vers les Canaries.

avec la garde côtière libyenne¹². En 2018, la politique de fermeture des ports appliquée par Matteo Salvini, à l'époque ministre de l'Intérieur, devient non seulement une guerre contre les ONG, mais aussi la cause de dures négociations avec l'Union européenne afin d'obtenir une répartition concrète des migrants dans les États membres. La première décision de fermeture des ports italiens a lieu le 10 juin 2018, lorsque l'accès à l'Aquarius, bateau appartenant à deux ONG, SOS Méditerranée et Médecins sans Frontières, leur est refusé¹³. Suite à la fermeture des ports, une première conséquence grave se manifeste à travers l'épisode du navire militaire Diciotti qui, dans la nuit du 15 et 16 août 2018, vient au secours de 190 personnes dans la zone SAR de Malte. Ce n'est qu'après cinq jours passés au large de Lampedusa que le bateau est autorisé à entrer dans le port italien de Catane. Le Sea Watch et le Sea Eye sont bloqués en Méditerranée du 22 décembre 2018 au 9 janvier 2019, dans l'attente d'un port sûr où pouvoir débarquer. D'autres épisodes liés à la fermeture des ports ont eu lieu durant l'été 2019, au cours desquels les autorités judiciaires et le ministère de l'Intérieur se sont affrontés au sujet de l'application d'une politique de contrôle des frontières maritimes violant les droits humains¹⁴. Durant l'été 2019, précisément le 29 juin 2019, Carola Rackete, la capitaine du Sea Watch 3, désireuse de ramener 42 migrants sur la terre ferme, n'a pas respecté l'interdiction d'entrée dans le port de Lampedusa décrétée par le gouvernement italien. La capitaine a été interrogée, arrêtée et mise aux arrêts domiciliaires par les agents de la Garde des Finances après décision du procureur d'Agrigente. Elle est relâchée par le juge d'instruction le 2 juillet 2019 car il estime que la capitaine du Sea Watch 3 n'a pas respecté l'interdiction de débarquer dans le port de Lampedusa imposée par le ministère de l'Intérieur mais qu'elle avait le devoir de sauver les naufragés et de les conduire jusqu'à un port sûr, en raison du danger imminent qui menaçait la vie des personnes à bord du bateau¹⁵.

¹²Ardito G., Borga L., Merlo S., Minniti affonda sulle navi Ong nel Mediterraneo, lavoce.info [https://www.lavoce.info/archives/51519/minniti-e-le-navi-ong/].

¹³Lopapa C., Migranti, Salvini a Malta: "Accolga la nave Aquarius, porti italiani chiusi". La replica: "Non è nostra competenza" [https://www.repubblica.it/politica/2018/06/10/news/porti_salvini-198644488/].

¹⁴Migranti, scontro nel governo. Di Maio a Malta: "Accoglieremo donne e bambini". Salvini: "Basta ricatti, non cambio idea"

[https://www.repubblica.it/politica/2019/01/04/news/migranti_di_maio_a_malta_fateli_sbarcare_noi_li_accoglieremo_-215830679/?ref=search] ; Sea Watch, partita una missione per portare aiuti ai migranti bloccati da due settimane in mare

[https://www.repubblica.it/cronaca/2019/01/04/news/sea_watch_partita_una_missione_per_portare_aiuti_ai_migranti_bloccati_da_due_settimane_in_mare-215799115/?ref=search] ; Ziniti A., Migranti Sea Watch anche in Italia, accordo europeo raggiunto con Malta [https://www.repubblica.it/cronaca/2019/01/09/news/migranti_accordo-216163365/?ref=search].

¹⁵Jurisprudence pénale, Sea Watch 3 (Carola Rackete): la demande de validation de l'arrestation et d'application de mesures de sûreté par le procureur d'Agrigente [https://www.giurisprudenzapenale.com/2019/07/08/sea-watch-3-carola-rackete-la-richiesta-di-convalida-dellarresto-e-di-applicazione-di-misura-cautelare-della-procura-di-agrigento/].

Fig 1: Mots-clés 2019

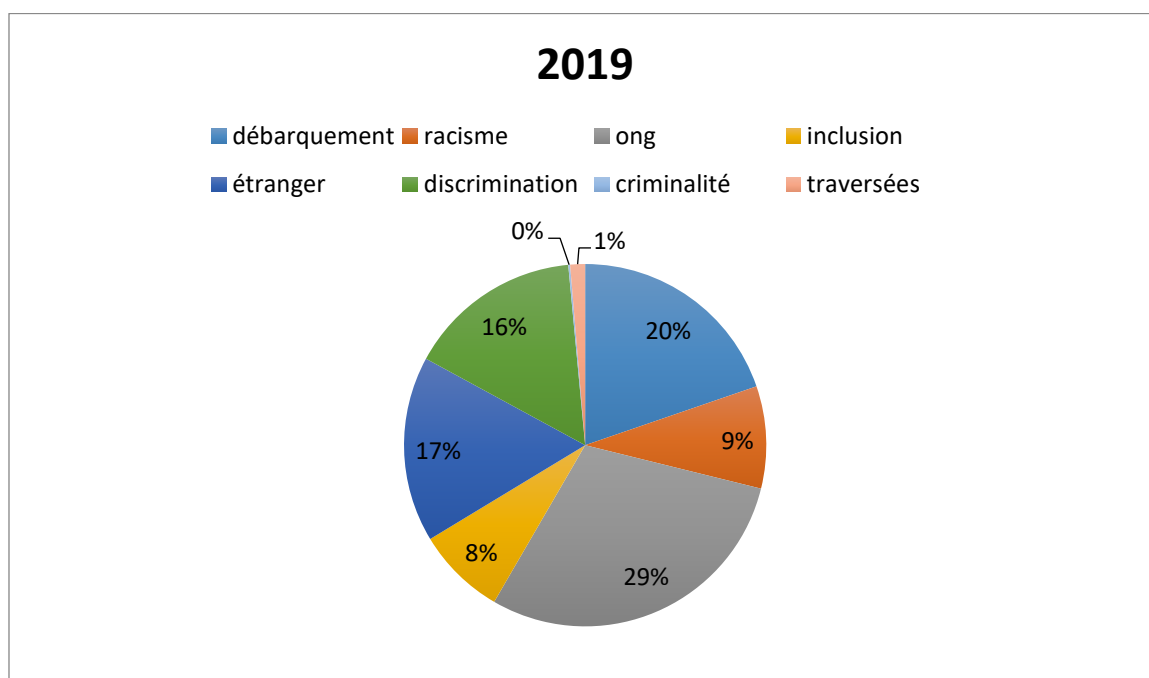
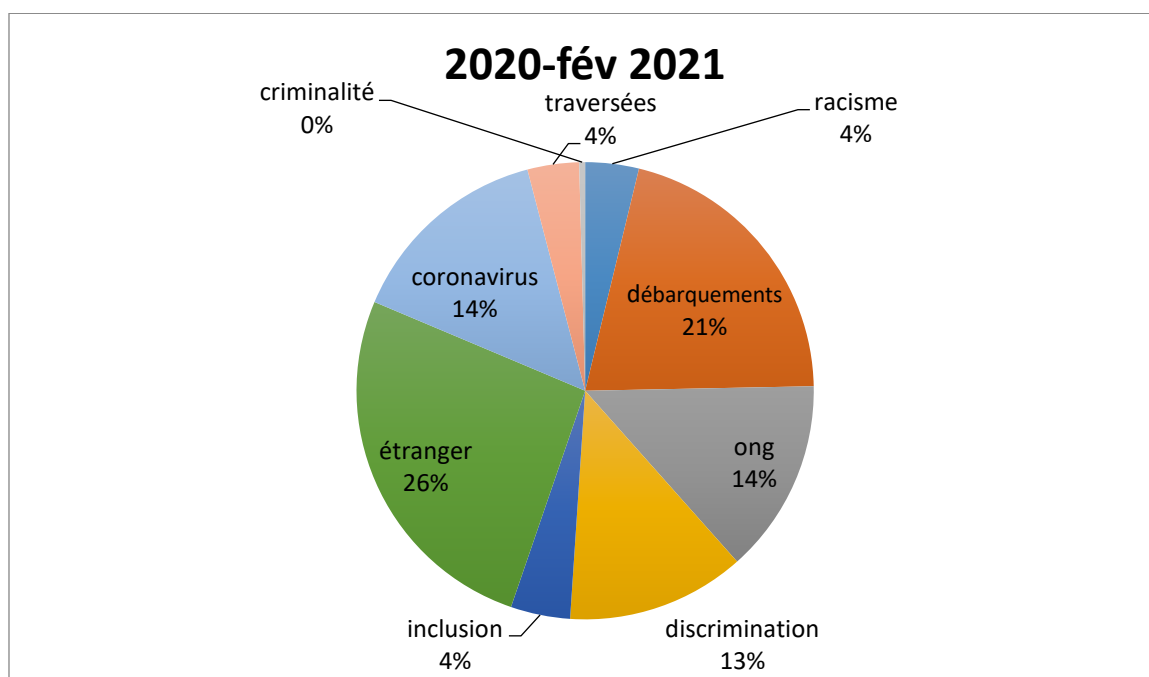


Fig 2: mots-clés 2020- février 2021



La manière dont sont distribués les articles durant les années prises en compte est elle aussi significative quant à l'importance de la rhétorique anti-migrations avant et après la pandémie. Alors que les discours anti-migrants relatifs de manière spécifique à la question des ONG et des "débarquements" sont distribués de manière plus ou moins uniforme au cours de 2019, l'année suivante, avec l'explosion de la pandémie, la plupart des titres concernant les ONG et les

“débarquements” se concentre autour des mois de janvier et février, lorsque l’épidémie n’avait pas encore totalement explosé, et les mois de mai et septembre, lorsque la courbe de l’épidémie avait commencé à fléchir, les mesures de confinement s’étaient assouplies et une seconde vague n’était pas encore envisagée. À cet égard, il ne s’agit pas d’une baisse totale d’intérêt mais plutôt d’un intérêt latent prêt à refaire surface, d’une rhétorique qui survit aussi à l’infodémie liée au Covid-19, et qui se réarticule en fonction de l’évolution des équilibres politiques du gouvernement (Cetin, 2015). En effet, alors qu’au début de la pandémie le ministre de l’Intérieur appartenait à la Lega, un parti politique populiste, entre août et septembre 2019, suite à de nouvelles alliances gouvernementales, Salvini passe à l’opposition. En novembre 2020, la Chambre accorde sa confiance au Gouvernement sur les modifications et les intégrations concernant la Loi 132 de 2018, rétablissant la protection humanitaire ainsi que le système d’accueil intégré. Tout ceci, loin d’éliminer le lien entre migrations et coronavirus, en fait une arme dialectique et pratique entre les mains des maires et des gouverneurs appartenant aux partis politiques de l’opposition en général et, en particulier, face à une dégradation des conditions économiques et sociales du pays.

L’idée d’une menace possible pour la sécurité sanitaire liée aussi bien à l’arrivée qu’aux conditions de vie des migrants remonte à février 2020, parallèlement aux premiers cas de coronavirus. Dans le premier titre déjà, le mot “quarantaine”, l’un des plus utilisés dans l’infodémie pandémique, vient s’ajouter aux mots “urgence”, “crise” (aussi bien en référence aux *hotspots* qu’aux centres d’accueil). Le terme s’articule surtout autour des “débarquements” et de la nécessité pour ceux qui arrivent par la mer de se soumettre à une période d’isolement avant de pouvoir effectivement débarquer ou, comme très fréquemment, qu’ils soient transférés sur d’autres embarcations, les “navires de quarantaine”. Ainsi, la période d’isolement sanitaire, sous couvert de tutelle de la santé publique, devient l’occasion d’improviser des *hotspots* où, en référence au concept d’“état d’exception” de Agamben (2003), la loi peut être légalement suspendue afin de préserver l’État et son système de droit d’un danger interne ou externe. Les navires de quarantaine deviennent donc, d’un côté un moyen de prolonger le séjour en mer des migrants, et de l’autre, ils servent à l’identification des migrants et au contrôle de leur mobilité¹⁶.

Dans les eaux territoriales et à travers les navires de quarantaine, le concept de frontière intègre la campagne de criminalisation des ONG, accusées de délit de solidarité dans le cadre des actions de surveillance des côtes, notamment la fermeture des ports, mise en œuvre par le précédent ministre de l’Intérieur. Durant l’urgence sanitaire, les navires des ONG ont été mis

¹⁶ Rotolo A., Porto Empedocle, rivolta di un gruppo di migranti nella nave quarantena Allegra [https://palermo.repubblica.it/cronaca/2021/02/23/news/porto_apedocle_rivolta_di_un_gruppo_di_migranti_nell_a_nave_quarantena_allegra-288908072/].

sous séquestre administratif dans les ports, entraînant de longues attentes et autorisant de manière arbitraire un long confinement des migrants dans les navires de quarantaine¹⁷.

La question de la mise en quarantaine nécessaire avant le débarquement est également liée à l'augmentation progressive du nombre d'articles sur la présence de personnes positives aussi bien sur les navires de premier secours que dans les centres de premier et de second accueil. Ce thème, qui s'articule également autour des conditions de vie des migrants, faites de promiscuité tant dans les centres d'accueil bondés que, dans la continuité, sur les lieux de travail, surtout lorsqu'ils sont employés de manière formelle ou informelle dans le secteur agricole, devient plus significatif encore lorsque la courbe épidémique fléchit et que débute l'été : la peur d'une contamination liée à la présence des migrants concerne surtout les localités à vocation touristique comme les communes de Lampedusa et Amantea, en Calabre, toutes deux lieux d'arrivée des réfugiés et siège de Centres d'accueil extraordinaires, se plaignant de la limite que la présence même des migrants représente pour la reprise d'une économie saisonnière fortement compromise¹⁸.

Parallèlement, l'idée très rapidement démentie par les chiffres, que le pays avait échappé à la partie la plus virulente de l'épidémie, partagée et corroborée par la narration publique d'un "système Italien" de lutte contre le Covid-19¹⁹, participe à la construction déjà diffuse de l'image du migrant en tant qu'autre, étranger à la société de ceux qui sont "sains" et qui, une fois débarrassée du virus, risque d'être réinfectée par les migrants-contamineurs. Le migrant devient étranger au système de diagnostic, non seulement à cause de ses conditions de vie et de travail qui élèvent des barrières quant à l'accès à l'assistance sanitaire²⁰, mais aussi parce que, par rapport aux citoyens italiens, le diagnostic tombe tardivement, lorsque l'infection est déjà à un stade avancé, c'est ce que démontrent les statistiques du système de surveillance intégrée des cas de Covid-19 en Italie entre le 20 février et le 19 juillet 2020. Ces mêmes données mettent en évidence qu'un diagnostic tardif chez les patients étrangers pourrait

¹⁷ Mai più navi quarantena! Appello per il dissequestro delle navi umanitarie e per la riapertura di canali d'ingresso legali [https://www.meltingpot.org/Mai-piu-navi-quarantena-Appello-per-il-dissequestro-delle.html#.YgiZKegzblU].

¹⁸ Ziniti A., Calabria, proteste ad Amantea dopo l'arrivo di 13 dei 28 migranti positivi al coronavirus. Santelli: "Navi quarantena o blocco gli sbarchi" [https://www.repubblica.it/cronaca/2020/07/12/news/coronavirus_positivi_28_immigrati_sui_70_sbarcati_al_porto_d_i_roccella_jonica-261701548/]; [https://tg24.sky.it/palermo/2021/02/28/migranti-lampedusa-nave-quarantena-video]; Ancora sbarchi a Lampedusa, 169 migranti approdati: attivata nave quarantena [https://agrigeno.gds.it/articoli/cronaca/2021/02/05/ancora-sbarchi-a-lampedusa-giunti-altri-64-migranti-dalla-libia-attivata-nave-quarantena-a4f11fa4-b7a4-48a2-97be-56a041417f7c/].

¹⁹ Recovery, Confindustria a Conte: coinvolgere le parti nella governance e valutare gli effetti sul Pil. Il premier: un piano di sistema-Italia [https://www.ilsole24ore.com/art/conte-confindustria-recovery-e-piano-sistema-italia-ADacPZFB; https://sport.sky.it/altro/2020/06/03/conte-conferenza-stampa-3-giugno].

²⁰ Une étude de l'Institut Supérieur de la Santé publique dans le numéro de février de l'European Journal of Public Health analyse les risques majeurs de morbidité et de mortalité par infection de SARS-CoV-2 de COVID-19 sur les individus étrangers, y compris les migrants économiques, les voyageurs de brève durée et les réfugiés (Epicentro, Le differenze di impatto della pandemia da COVID-19 sui cittadini italiani e stranieri [https://www.epicentro.iss.it/migranti/covid-19-differenze-di-impatto-italiani-stranieri?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=11marzo2021]).

expliquer une probabilité plus importante d'hospitalisation, notamment en soins intensifs, ainsi qu'une probabilité de décès plus élevée, plus particulièrement pour ceux qui proviennent de pays dont l'Indice de Développement Humain (IDH) est faible²¹.

En ce qui concerne les migrants irréguliers ou "clandestins", les réfugiés n'ayant pas encore été identifiés, la construction autour d'eux d'une image d'étranger participe à sa représentation en tant que cause et effet de la contamination, alors que c'est le risque d'expulsion et leur condition juridique précaire qui les éloigne du système sanitaire et les pousse à la "fuite". Ce n'est pas un hasard si le mot "fuite" revient régulièrement dans le corpus hémérographique consulté, en référence aux cas de migrants s'étant enfuis des centres d'accueil ou, après avoir débarqué. Il s'agit là d'un élément qui trace avec précision une frontière non plus géographique mais existentielle entre "nous" et "eux". D'après la lecture de Mezzadra (2001), ceux qui étaient considérés de manière abstraite comme les 'victimes' des systèmes et des sociétés non capitalistes se sont matérialisés avec leur subjectivité concrète, revendiquant leur propre liberté, et avant tout leur liberté de mouvement. Les frontières, initialement destinées à bloquer et à faire obstacle aux flux migratoires globaux, sont devenues des dispositifs essentiels à leur articulation, un système fait de « barrages », de mécanismes de « filtrage » et de contrôle sélectif de la mobilité (Mezzadra et Neilson, 2014, p. 36). Cette représentation s'avère particulièrement pertinente s'agissant du mouvement des réfugiés qui, une fois admis dans le système de protection, subissent des processus d'"exclusion interne" renforcés par la combinaison de pratiques et de représentations sociales (Balibar, 2012) corroborant l'idée qu'ils sont étrangers, mais également "ingérables", ce qui nous renvoie directement à des rhétoriques liées à l'inassimilabilité inhérente des migrants eu égard aux valeurs du pays d'accueil. Cette narration se positionne parfaitement au sein du processus vertueux lancé par le "système italien". À ce sujet et en référence à la théorie de la menace intégrée, la menace sanitaire s'accompagne d'une menace contre les valeurs sur lesquelles se fonderait la reprise nationale : les migrants ne respectent pas les règles sanitaires, pas de "distanciation", ils ne sont pas "propres" et surtout ils ne réussissent pas à se stabiliser. L'idée même de mouvement, de franchissement de frontière à travers les "débarquements", mais aussi la tentative d'atteindre la frontière orientale du pays pour ceux qui viennent de la route des Balkans, ou la frontière occidentale pour ceux qui tentent d'aller en France²² - ce sur quoi se concentrent les articles

²¹ Après l'analyse de 213 180 cas de COVID-19, dont 15 974 (7,5%) citoyens non italiens, il est apparu que les cas non italiens avaient été diagnostiqués avec environ deux semaines de retard (date médiane du diagnostic = 1er avril, écart interquartile (IQR) : 20 mars-18 avril) par rapport aux cas italiens (date médiane du diagnostic = 14 avril, IQR : 28 mars-8 mai). Retard pouvant atteindre quatre semaines pour les migrants originaires d'un pays dont l'Indice de Développement Humain est faible (IDH) (date médiane du diagnostic = 29 avril, IQR : 6 avril-22 juin) (Epicentro, Le differenze di impatto della pandemia da COVID-19 sui cittadini italiani e stranieri [https://www.epicentro.iss.it/migranti/covid-19-differenze-di-impatto-italiani-stranieri?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=11marzo2021]).

²² Cf. Rapport sur la situation humanitaire des migrants en transit le long de la frontière nord-ouest séparant l'Italie et la France [<https://www.meltingpot.org/Rapporto-sulla-situazione-umanitaria-dei-migranti-in.html#.YGIVyugzblU>].

de la section "traversées" – engendre une frontière plus symbolique que matérielle, marquée par la tension existant entre les pratiques de renforcement des contrôles et les pratiques de passage (Mezzadra et Neilson, 2014, p. 22). Le mouvement, interdit aux nationaux par les règles sanitaires, est concédé, non sans difficultés, aux migrants qui se déplacent malgré les interdictions. Même s'il semblerait que ces derniers violent les règles, ils en sont en réalité exclus.

Conclusions

L'urgence sanitaire a ultérieurement contribué aux conditions de précarité sociale et juridique des migrants, de par l'impact des mesures de confinement sur les opportunités et sur les conditions de travail, mais aussi eu égard à la régularisation. L'impact de la crise économique en cours sur la vie des migrants s'accompagne d'une rhétorique politique et médiatique qui, non seulement font de la personne migrante la victime la plus vulnérable du contrôle de la pandémie, mais aussi un corps étranger à la société, voire cause et effet de la contagiosité de la maladie. Ce processus a lieu dans le cadre d'une narration qui n'est pas uniquement attribuable à la droite populiste, mais présente à l'intérieur d'un langage qui fait désormais partie du sens commun, normalisant des situations qui, bien qu'elles violent les droits humains, sont présentées comme nécessaires pour pouvoir affronter l'urgence. Les exemples contenus dans cette analyse du langage narratif présent dans deux des journaux généralistes en ligne les plus lus renforcent une terminologie de l'exclusion désormais consolidée, et qui associe les migrants aux mots "débarquements" "quarantaine" "contagion" "fuite", une terminologie qui augmente l'efficacité des instruments de contrôle de la mobilité des réfugiés, ramenés sur les navires de quarantaine, dans un contexte extra-territorial, par souci de prévention, voire pour soigner plus efficacement les migrants, alors que les principes d'hygiène et de santé les plus élémentaires pour la tutelle des personnes y sont enfreints.

Le concept de quarantaine renforce l'idée d'isolement ainsi que de danger sanitaire, dont la prévention réside dans le contrôle de la mobilité des migrants. La fuite de ces derniers, qui par le passé mettait en danger l'intégrité du système national et l'efficacité du système de protection, représente aujourd'hui un risque de propagation du virus. Dans les centres d'accueil extraordinaires, les intervenants sociaux qui se consacrent aux pratiques d'assistance ont pour mission de rééduquer les bénéficiaires, c'est-à-dire de faire respecter les normes sanitaires qui, à l'intérieur de lieux fermés où n'est admise que la mobilité des intervenants sociaux, deviennent l'acceptation passive d'une forme de ségrégation représentant en soi plus un facteur de contamination que de prévention. Dans ce système de gestion parallèle de la pandémie destiné aux réfugiés, ces derniers ne sont plus des victimes mais deviennent non assimilables, incapables de gérer des pratiques de vie. Parallèlement, c'est l'idée même du mouvement associé à la migration qui devient criminalisante : l'emphase autour des frontières érigées dans la vie personnelle, communautaire, nationale, mises en évidence par la pandémie et les mesures répressives, détermine une profonde altérisation de ceux qui traversent ces

frontières, "débarquant" sur les côtes, "traversant" les frontières de différentes nations, "fuyant" les institutions de "contrôle", et par conséquent représentant non seulement une menace physique, en l'occurrence sanitaire, mais aussi une menace symbolique, à travers leur refus et leur manque d' "adaptation" face à un "isolement" nécessaire à une reprise nationale attendue. C'est donc lorsque la reprise semble proche que les éléments composant cette altérisation sont le plus médiatisés : quand le nombre de contaminations diminue et les différents secteurs d'activités ouvrent à nouveau, la supposée menace sanitaire et symbolique que représentent les migrants devient plus intolérable et la séparation présumée entre "nous" et "eux" s'étend et finit par devenir une frontière.

Bibliographie

Achcar G., 2018, « Phénomènes morbides : qu'a voulu dire Gramsci et quel rapport avec notre époque ? », *Contretemps: Revue de critique communiste*, 11 June (en ligne) [<https://www.contretemps.eu/phenomenes-morbides-gramsci-achcar/>].

Agamben G., 2003, *Stato di eccezione*, Torino, ed. Bollati Boringhieri.

Ambrosini M., 2020a, « L'immigrazione al tempo della pandemia: nuove difficoltà, scoperte impreviste, opportunità insperate », *Mondi Migranti*, September [DOI: 10.3280/MM2020-002001].

Ambrosini M., 2020b, *L'invasione immaginaria. L'immigrazione oltre i luoghi comuni*, Roma, ed. Laterza.

Bailey S., West M., 2020, *Ethnic minority deaths and COVID-19: what are we to do?*, (en ligne) [<https://www.kingsfund.org.uk/blog/2020/04/ethnic-minority-deaths-COVID-19>].

Bontempelli S., 2017, « Reati di solidarietà », *Cronache di ordinario razzismo, Quarto libro bianco sul razzismo in Italia*, Lunaria, p. 46 139.

Balibar É., 2012, *Cittadinanza*, Torino, ed. Bollati Boringhieri, Collane I sampietrini.

Cetin E., 2015, « The Italian left and Italy's (evolving) foreign policy of immigration controls », *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 20, n° 3, s.p.

Chan C., Montt Strabucchi M., 2020, « Many-faced orientalism: racism and xenophobia in a time of the novel coronavirus in Chile », *Asian Ethnicity*, p. 374-394, Published online: 18 Jul 2020 [DOI: 10.1080/14631369.2020.1795618].

Chong D., 2000. *Rational Lives: Norms and Values in Politics and Society*, Chicago, Chicago University Press.

Cologna D., 2020, « Le tentazioni sinofobiche italiane dopo un anno di pandemia globale », *OrizzonteCina*, Vol. 11, n° 3, p. 76-80.

Czymara C. S., Schmidt-Catran A. W., 2017, « Refugees unwelcome? Changes in the public acceptance of immigrants and refugees in Germany in the course of Europe's "immigration crisis" », in *European Sociological Review*, vol. 33, n° 6, p. 735-751 [<https://doi.org/10.1093/esr/jcx071>].

Elia A., Fedele V., 2020, « L'accoglienza ai rifugiati nell'emergenza sanitaria del COVID.19. Tra resilienza e ri-educazione al distanziamento sociale », in Cersosimo D., Cimatti F., Raniolo F., *Studiare la pandemia, Disuguaglianze e resilienza ai tempi del Covid.19*, Roma, Donzelli Editore, p. 52-62.

Fairclough N. 1995, *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*, London/New York, ed. Longman.

Gallotti C., Maneri M., 1998, « Elementi di analisi del discorso dei media: lo 'straniero' nella stampa quotidiana », in Tabet P., *Io non sono razzista ma... Strumenti per disimparare il razzismo*, Roma, Anicia Editore, p. 62-88.

Gee J.s P., 1999, *An Introduction To Discourse Analysis: Theory And Method*, London/New York, ed. Routledge.

Hall S., 1986, « 'Gramsci's relevance for the study of race and Ethnicity », *Journal of Communication Inquiry*, vol. 10, n° 2, p. 5-27.

Islam, N., Khunti, K., Dambha-Miller, H., Kawachi, I., Marmot, M., 2020, « COVID-19 mortality: a complex interplay of sex, gender and ethnicity », *European Journal of Public Health*, vol. 30, n° 5, p. 847-848 [<https://doi.org/10.1093/eurpub/ckaa150>].

Kennedy-Macfoy M., Lewis G., 2014, « Race and anti-race in Europe », *European Journal of Women's Studies*, vol. 21, n° 1, p. 3-8 [<https://doi.org/10.1177/1350506813511883>].

Loftsdóttir K., 2017, « Being The Damned Foreigner: Affective National Sentiments and Racialization of Lithuanians in Iceland », *Nordic Journal of Migration Research*, vol. 7, n° 2, p. 70-78 [DOI: <http://doi.org/10.1515/njmr-2017-0012>].

Malagnini F. (a cura di.), 2020, *L'epidemia. Le parole e l'interpretazione delle parole*, Firenze, ed. Franco Cesati.

Mezzadra S., 2001, *Diritto di fuga. Migrazioni, cittadinanza, globalizzazione*, Verona, ed. Ombre Corte.

Mezzadra M., Neilson B., 2014, *Confini e Frontiere. La moltiplicazione del lavoro nel mondo globale*, Bologna, ed. Il Mulino.

Mezzadra S., Stierl M., 2020, « What happens to freedom of movement during a pandemic? », in *Open Democracy*, 24 March, (en ligne) [<https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/what-happens-freedom-movement-during-pandemic/>].

Papon S. et Robert-Bobee I., 2020, « Une hausse des décès deux fois plus forte pour les personnes nées à l'étranger que pour celles nées en France en mars-avril 2020 », *INSEE Focus*, n° 198, p. 6, (en ligne) [<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4627049>].

Pietrini D., (a cura di.), 2020, *Il discorso sulle migrazioni. Approcci linguistici comparativi e interdisciplinari*, Berlin, ed. Peter Lang.

Ponzanesi S., 2016, « Edges of empire: Italy's postcolonial entanglements and the gender legacy », *Cultural Studies, Critical Methodologies*, vol. 16, n° 4, p. 373-386 [<https://doi.org/10.1177/1532708616638692>].

Rivera A., 2017, « Dalle politiche migranticide dell'Unione Europea alle comunità del rancore », Lunaria, *Cronache di ordinario razzismo. Quarto libro bianco sul razzismo in Italia*, p. 9-23.

Scherlis L., 2020, « Distantiated communities: A social history of social distancing », *Cabinet Magazine*, 30 April (en ligne) [http://cabinetmagazine.org/kiosk/scherlis_lily_30_april_2020.php].

Sears D. O., 1996, « Symbolic politics: A socio-psychological theory », in Shanto I., McGuire W.J., *Explorations in Political Psychology*, Durham, Duke University Press, p. 113-149.

Sebastiani L., 2017, « Razzismo in Italia: vogliamo parlarne? Analisi di discorsi politici, mediatici e Istituzionali », in Olivieri C., Ortega A., *Decolonizando Identidades. Pertenencia y Rechazo de/desde el Sur Global*, Granada, España, Instituto de Migraciones, p. 287-300.

Sinclair J., 1991, *Corpus, Concordance, Collocation*, Oxford, Oxford University Press.

Spina S., 2020a, *La peste, il terremoto e altre metafore. Il coronavirus nel discorso della stampa italiana*. Treccani (en ligne) [https://www.treccani.it/magazine/lingua_italiana/articoli/scritto_e_parlato/peste.html].

Spina S., 2020b, « Un confronto tra il discorso della stampa quotidiana e quello delle interazioni in Twitter sul tema delle migrazioni », in Pietrini D., *Il discorso sulle migrazioni. Approcci linguistici comparativi e interdisciplinari*, Berlin, ed. Peter Lang, p. 145-162.

Stephan W. G., Renfro, C. L., 2002, « The role of threat in intergroup relations », in Mackie D. M., Smith E. R., *From Prejudice to Inter-group Emotions: Differentiated Reactions to Social Groups*, New York, Psychology Press, p. 191-207.

Stephan, W.G., Stephan, C.W., 1993, « Cognition and affect in stereotyping: parallel interactive networks », in Mackie, D.M., Hamilton, D.L., *Affect, Cognition, and Stereotyping - Interactive*

Processes in Group Perception, San Diego, CA Academic Press, p. 137-166. Stephan, W. G., Ybarra, O., Morrison, K. R., 2009, « Intergroup threat theory », in Nelson T. D., *Handbook of Prejudice, Stereotyping, and Discrimination*, New York, Psychology Press, p. 43-60.

Triandafyllidou A., 2020, *Spaces of Solidarity and Spaces of Exception at the times of Covid-19. International Migration*, Published on line in early view [<https://doi.org/10.1111/imig.12719>].

Vacchiano F., 2013, « *Fencing in the South: the Gibraltar area as a paradigm of the new border regime in the Mediterranean* », *Journal of Mediterranean Studies*, vol. 22, p. 337-364.

Van Dijk T.A., 1993, « Principles of critical discourse analysis », *Discourse and Society*, vol. 4, n° 2, p. 249-283.

Van Dijk T.A., 2001, « Chapter 18. Critical discourse analysis », in Schiffrin D., Tannen D., Hamilton H., *The Handbook of Discourse Analysis*, Oxford, ed. Blackwell, p. 352-371.

Vergès F., 2020, *Un féminisme décoloniale*, Verona, ed. Ombre Corte.

Wihtol de Venden C., 2020, *Immigration : chance ou menace ?*, Paris, Pour les Nuls. Première édition Ebook.

Wieviorka M., 1998, *Le racisme, Une introduction*, Paris, éd. La Découverte.

Wodak R., 2001, « The discourse-historical approach », in Wodak R., Meyer M., *Methods of Critical Discourse Analysis*, London, ed. Sage, p. 63-95.

Pour citer cet article

Référence électronique

Anna Elia, Valentina Fedele, "L'invasion des "contamineurs" : l'impact du Covid-19 dans la rhétorique anti-migrants en Italie", Sciences et actions sociales [en ligne], N°15 | année 2021, mis en ligne le date 8 juin 2021, URL : <http://www.sas-revue.org/83-n-15/dossier-n-15/213-l-invasion-des-contamineurs-l-impact-du-covid-19-dans-la-rhetorique-anti-migrants-en-italie>

Auteur

Anna Elia

Professeur associé

Université de Calabre

anna.elia@unical.it

Valentina Fedele

Université de Calabre

valentinafedele16@yahoo.it

Droits d'auteur

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors